

Je ne crois pas qu'une politique d'expansion régionale administrée par une bureaucratie située à un millier de milles de distance puisse donner des résultats satisfaisants. On pourrait améliorer les choses en décentralisant ces services, ce qui permettrait une plus grande participation et une meilleure utilisation des ressources des intéressés.

On n'entendit rien d'autre que le silence du refus chez le gouvernement. Nous avons également déclaré qu'il était absolument impossible de lutter efficacement contre les inégalités régionales tant qu'on ne s'attaquerait pas intelligemment au problème des transports. De ce côté-ci de la Chambre nous sommes heureux, quelle qu'en soit l'utilité, que le gouvernement ait adopté notre suggestion qui demandait un nouvel examen, en collaboration avec les gouvernements provinciaux, du régime des tarifs-marchandises et des répercussions qu'il a sur les économies régionales et leur développement. Il serait réconfortant de penser que tout cela représente un changement d'attitude et une sagesse nouvelle chez le gouvernement. Mais je n'en suis pas convaincu. La véritable différence de mentalité du gouvernement entre le 30 octobre et aujourd'hui n'est pas qu'il a acquis une sagesse nouvelle mais qu'il a perdu 40 sièges. Il n'existe aucune différence réelle entre le premier ministre qui a dissout la Chambre l'été dernier pour aller dialoguer avec la population canadienne et celui qui siège aujourd'hui en face de nous. C'est le même premier ministre, désaisonné.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Stanfield:** C'est le même premier ministre et presque le même gouvernement qui nous demande de croire en leur conversion profonde à la cause de l'indépendance économique du Canada. J'ignore si le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a honoré son rendez-vous avec le *Star* de Toronto pour sa séance d'information. Quoi qu'il en soit, le message lui est parvenu de même qu'à ses collègues. Dans leur empressement à calmer leurs amis et à apaiser leurs critiques, ils ont érigé une nouvelle façade fabriquée de propositions diverses et variées empruntées à tous les vents. Après l'analyse approfondie qui a abouti au rapport Gray, après toutes les fontes et refontes et son rejet final, cet ineffable gouvernement a au moins confessé qu'il admettait le besoin de faire quelque chose. Nous avons averti que nous exigeons que des citoyens canadiens, résidents au Canada, constituent la majorité au conseil d'administration de toute entreprise opérant au Canada aux termes d'une charte fédérale. Le discours du trône prévoit qu'il sera exigé que la majorité des administrateurs d'entreprises constituées sous le régime fédéral soient des Canadiens. Selon nous, toute politique efficace en ce domaine doit être élaborée en collaboration avec les provinces. On dit dans le discours du trône qu'il y aura des consultations de tenues—bien que l'idée en ait préalablement été ridiculisée—avec les provinces quant à la mise au point de mesures concernant les nouveaux investissements étrangers directs.

Nous avons dit qu'un gouvernement conservateur insisterait pour que soit donnée aux Canadiens, au maximum, la possibilité de mettre en valeur et en application leur propre esprit d'entreprise et leurs talents de gestion, ce qui leur assurerait une participation accrue dans les affaires et l'industrie de leur propre pays. Le discours du trône annonce des mesures visant à accroître la participation canadienne à la propriété et au contrôle des projets d'ex-

ploitation des richesses naturelles et des mesures concernant l'importation au Canada des techniques étrangères et leur mise à la disposition des industriels canadiens. Je pourrais continuer ainsi d'énumérer les propositions du discours du trône copiées du manifeste du parti conservateur par un gouvernement vide d'initiatives et stérile en politiques qui lui soient propres, et qui ne conçoit aucune idée originale.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Stanfield:** En proposant le réexamen, la réorganisation et la remise en question du régime de sécurité sociale de notre pays, on fait encore une confession déchirante. On dit dans le discours du trône que le régime de sécurité sociale tel qu'il s'applique aux personnes capables de travailler doit comporter des incitations au travail et des dispositions soulignant davantage la nécessité de remettre au travail les personnes émargeant à l'assistance sociale. Monsieur l'Orateur, on fait là une découverte comparable à celle de Terre-Neuve par Jean Cabot, de l'Amérique par Christophe Colomb et de l'Ouest canadien par le premier ministre. Il y a quelques semaines à peine, le député de Verdun (M. Mackasey) qualifiait une telle idée de réactionnaire. Celui qui parlait d'incitations au travail n'était pas l'apôtre qu'il fallait à la société des loisirs. Après quatre années et demie de perdues, on nous parle maintenant d'incitations au travail et de la nécessité de remettre le Canada au travail. Eh bien, cette orientation ne manque pas d'intérêt. Mais il se produit, je pense, une circonstance assez nouvelle. Je dirais que nous avons un gouvernement libéral provisoire, qui marchande avec le Nouveau parti démocratique pour demeurer au pouvoir et essayer de mettre en œuvre une politique conservatrice progressiste.

**Des voix:** Bravo!

• (1520)

**L'hon. M. Stanfield:** On est porté à croire qu'il en est ainsi. Mais non seulement il est intéressant de retrouver dans le discours du trône les politiques que le gouvernement nous a empruntées pour sauver sa peau mais de voir aussi ce qu'il a laissé de côté, ce qu'il n'a pas pris. Un grand journal canadien dont les éditoriaux, d'habitude, sont très favorables au gouvernement actuel a fait observer, je crois, que le discours du trône était moins substantiel qu'il en donnait l'apparence.

Le premier ministre (M. Trudeau) n'est pas le seul au pays à passer un hiver sans joie. Somme toute, il n'a que son emploi à perdre, comme il l'a avoué à la nation entière à la télévision. Certains choix s'offrent même à lui; soit démissionner de son poste soit s'en faire chasser, mais jusqu'à un certain point il en a le choix. Pour beaucoup de Canadiens qui n'ont plus de choix, c'est réellement un hiver de mécontentement. Je veux parler, naturellement, de ce qui est devenu une armée permanente de chômeurs, composée d'à peu près un demi-million de concitoyens, dont la moitié sont des jeunes et dont un grand nombre d'autres n'ont pas eu d'emploi depuis plusieurs années sous le gouvernement actuel. Ce gouvernement a, envers eux, des obligations dont il ne s'est pas acquitté et, plus important encore, le Parlement actuel a, envers eux, des responsabilités qu'il peut assumer.

**Des voix:** Bravo!